

Jacques Cheminade.fr

La France avec les yeux du futur

Archives

France

mercredi 13 septembre 2006

Que peut la France si elle se soumet à la règle du jeu du libéralisme financier ? Rien, ou presque. Que peut-elle si elle s'oppose au libéralisme financier sans projet mobilisateur ? Devenir ATTAC, c'est-à-dire rien, ou presque. C'est pourquoi ici, à la fois convaincus de la nécessité d'une rupture absolue et d'un projet politique mobilisateur, nous rejetons à la fois l'Europe de la BCE et de l'euro, qui se fait hara-kiri, et toute fuite en arrière souveraino-chauviniste, qui nous condamnerait aux délectations morbides.

Les travaux du Cercle des économistes, qui veulent à droite comme à gauche encadrer le débat des élections présidentielles, partent, eux, de contraintes inadmissibles, considérant comme des « faits de nature » les restrictions budgétaires, les règles ou les normes internationales du capitalisme et la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Pourquoi ne pas dire plus clairement l'austérité fiscale et sociale ? Tout ce fatras masque la soumission à l'ordre anglo-américain et à son cycle destructeur entamé après l'assassinat de Kennedy.

C'est de ce cycle que nous devons sortir, par un acte constructif de volonté politique. Cette volonté existe à l'état latent dans la tradition républicaine du peuple français et dans la réaction de notre armée face aux outrages que notre cause a dû subir en Côte d'Ivoire et au Liban.

En s'en prenant, lors de son voyage en Martinique, à Nicolas Sarkozy, à son pro-bushisme, à son libéralisme dogmatique et à son communautarisme, Michèle Alliot-Marie a exprimé ce réflexe patriotique. Cependant, un réflexe ne suffit pas, sachant qu'en bon soldat UMP discipliné, la ministre de la Défense finira par se rallier à la candidature de celui qu'elle raille.

Il faut un projet mobilisateur, articulant politique étrangère et politique intérieure. C'est ce que je défend dans ma campagne présidentielle, et que pour l'instant aucun autre candidat ne fait ; on voit des marottes, des mesurette et des expressions de sensibilités sociales relevant au mieux de la compétence des législateurs, non de celle d'un Président de la République.

Il est paradoxal que, respectant la séparation des pouvoirs, je fasse seul campagne en faveur d'un Exécutif digne de ce nom. Mais ce n'est pas mon problème. C'est celui des autres, c'est-à-dire des autres candidats, des institutions françaises, des réseaux de copinage et de pantouflage, et des électeurs qui votent pour eux faute de mouiller leur propre chemise. C'est ce que je leur propose cette fois, contre la bulle et le bocal pseudo-élitiste aveuglé attaché à l'ordre social établi. Car face à la menace de guerre et d'effondrement du système économique et politique international, se battre pour conserver et améliorer cet ordre revient à devenir un mort vivant.
